

## CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

### Epreuve d'admission 2<sup>ème</sup> épreuve orale : mise en situation professionnelle

#### SUJET N°51

**Durée** : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

#### Thème : La violence à l'école

##### Dossier :

Texte 1 : Violences scolaires... Bloc-notes de Philippe Meirieu, janvier 2006, [www.meirieu.com](http://www.meirieu.com)

Texte 2 : Extraits d'une convention de coopération pour la protection de l'enfance et la prévention de la violence en milieu scolaire, juin 2013

Texte 3 : Les dix commandements contre la violence à l'école, Éric Debarbieux, éditions Odile Jacob, 2008.

##### Questions posées au candidat :

- A partir des documents fournis, pouvez-vous considérer l'évolution de la violence à l'école, ses aspects, ses caractéristiques et ses effets sur l'Institution scolaire ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent le développement de la violence à l'école ?
- Quelles réponses l'école apporte-t-elle à ce phénomène ?

## Texte 1 : Violences scolaires...

Bloc-notes de Philippe Meirieu, janvier 2006, [www.meirieu.com](http://www.meirieu.com)

La presse écrite et audiovisuelle se fait l'écho, chaque jour, de nouvelles « violences scolaires » en des termes souvent très inquiétants. Les statistiques pleuvent sans que l'on puisse savoir exactement ce qu'elles recouvrent : chaque jour, neuf enseignants seraient agressés avec un objet pouvant être considéré comme une arme (une règle, un couteau...). Nous assisterions à une « escalade » terriblement inquiétante qui justifierait des « mesures d'exception ». Parmi celles-ci, le ministre de l'intérieur place l'élaboration et l'application du règlement intérieur ..., tandis que le Premier ministre évoque « *un véritable partenariat avec la police qui permette de répondre aux demandes des établissements scolaires et de la communauté éducative* ». Le ministre de l'éducation nationale s'engage, lui, dans la mise en œuvre du nième « plan de prévention contre les violences scolaires »...

Cette situation est complexe et place le pédagogue devant plusieurs exigences parfois difficiles à concilier. Il faut, d'abord, afficher une solidarité sans faille avec les collègues agressés... Quand on laisse se constituer des « établissements ghettos »,... quand on fait systématiquement de l'exclusion la seule réponse à l'échec, il ne faut pas s'étonner que des violences apparaissent dans l'Ecole. .../...

Nous devons, ensuite, nous efforcer de relativiser les choses. Non en termes individuels (la souffrance d'un être ne peut, ne doit pas être relativisée), mais au regard de l'ensemble de l'institution scolaire. Si, incontestablement, la tension ne cesse de croître, depuis plusieurs années, dans les établissements, il n'en reste pas moins vrai que des chefs d'établissement, des cadres éducatifs, des enseignants, des associations font, au quotidien et de manière invisible, un superbe travail. Et ce ne sont pas seulement les quelques expériences de « discrimination positive » en direction des grandes écoles qu'il faut citer ici, mais la myriade d'initiatives de toutes sortes portées à bout de bras par ceux et celles qui refusent la fatalité : ceux et celles qui, envers et contre tout, continuent à faire exister les « itinéraires de découverte » au collège pour réconcilier avec les savoirs des élèves qui ne voient dans ces derniers qu'une obligation formelle sans perspective et à laquelle il convient d'échapper pour affirmer sa « virilité »... Ceux et celles qui mettent en place, dans les interstices de la « machinécole », des temps de soutien, de suivi ou d'accompagnement au cours desquels ils peuvent entendre « ce qui résiste » à la transmission scolaire... Ceux et celles qui, en équipe, tentent de monter des projets qui donnent un peu de sens aux connaissances imposées par les programmes... Ceux et celles qui travaillent à instituer des instances de parole où chacun peut s'exprimer sans recourir à la violence et découvrir l'impérieuse nécessité de respecter la loi et de construire des règles... Mais, malheureusement, ceux-là ne font pas la une des journaux. Ils passent à la trappe dans les médias...

Nous avons, enfin, à tenter de comprendre ce qui se passe et à ébaucher des solutions. En précisant, obstinément, que « comprendre » n'est pas excuser, ni renoncer à sanctionner...

C'est, au contraire, la condition pour trouver des sanctions efficaces (c'est-à-dire des sanctions qui réintègrent des personnes qui, par leurs actes, se sont exclues du collectif) et ouvrir des perspectives à moyen et à long terme susceptibles, tout à la fois, de tracer des voies à l'action politique et de restaurer l'espérance des hommes et des femmes du « terrain »...

## **Texte 2 : Extraits d'une convention de coopération pour la protection de l'enfance et la prévention de la violence en milieu scolaire**

*Entre les services de l'Etat (Education nationale, Justice, Intérieur, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Affaires Sanitaires et Sociales) et la collectivité territoriale (Conseil Général).*

À l'instar des difficultés vécues par notre société, l'École n'échappe pas aux phénomènes de violence et de délinquance. De même est-elle également le lieu où peuvent être repérés les situations de danger ou les mauvais traitements que subissent certains enfants.

Alors même qu'elle assure sa mission d'éducation, l'École se doit de faire figurer ce double devoir de prévention de la violence et de protection de l'enfance au premier rang de ses objectifs, secondée en cela par l'ensemble des services de l'état et des collectivités territoriales. Tous se doivent de porter à des actes qui déstabilisent la communauté éducative, ou à des situations de souffrance imposées à un enfant, des réponses rapides et appropriées.

Une telle démarche ne peut aboutir sans un travail inter-institutionnel fondé sur l'information et la formation, ainsi que sur l'explicitation des procédures de signalement et de traitement des cas difficiles...

Le bilan qui a été réalisé vise à distinguer plus finement les faits relevant respectivement de la protection de l'enfance et de la prévention de la violence.

L'Éducation nationale, l'Autorité judiciaire, la Police nationale et la Gendarmerie nationale, la Protection judiciaire de la jeunesse et la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales ainsi que le Conseil Général ont vocation, chacun dans son champ de compétence, à intervenir dans le domaine de la prévention et du traitement de la violence en milieu scolaire ainsi que de la protection de l'enfance en danger.

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> OBJECTIFS**

La présente convention vise, dans un souci d'efficacité accrue (...), à simplifier et clarifier le dispositif existant. Elle porte exclusivement sur la mise en œuvre de la procédure de signalement des violences et des infractions pénales commises à l'intérieur ou aux abords immédiats des lycées, collèges et écoles ainsi que sur leur prévention.

#### **Elle a pour objectifs :**

- de coordonner l'action des différents services face aux phénomènes de violences et de délinquance touchant les mineurs et les jeunes majeurs scolarisés,
- de prendre en charge sans délai les jeunes, auteurs ou victimes de délits,
- d'agir en prévention par un renforcement de la collaboration entre les établissements scolaires, les parquets des tribunaux de grande instance, les services de police et de gendarmerie et la protection judiciaire de la jeunesse.

#### **Le dispositif doit permettre :**

- aux responsables des structures scolaires : d'aviser aussitôt et par fax, au moyen de la fiche de signalement dont le modèle est joint en annexe, les services de police ou de gendarmerie territorialement compétents, et l'inspection académique,
- aux services de police et de gendarmerie : de traiter en temps réel les affaires qui relèvent du judiciaire et d'informer des suites données les responsables des structures scolaires.

D'une manière générale, pour faciliter la communication entre les différentes institutions partenaires, des correspondants seront désignés par chaque chef d'établissement secondaire ou directeur d'école primaire et par les services de police et de gendarmerie.

Un annuaire des correspondants sera élaboré conjointement et actualisé annuellement au 15 octobre.

## **ARTICLE 2 LA PRÉVENTION**

Des sessions d'information et de formation des adultes et des élèves seront conjointement organisées sur les thèmes de la violence, de la délinquance, de la toxicomanie...

### **1 - FORMATION ET INFORMATION DES ADULTES**

La formation et l'information réciproques des adultes de la communauté scolaire et celles des intervenants relevant des autres ministères concernés sur leurs rôles respectifs seront mises en œuvre selon un calendrier et des modalités à déterminer avec les structures scolaires, à la diligence des Comités d'Education à la Santé et à la Citoyenneté (CESC).

Une réunion générale des Inspecteurs de l'éducation nationale, des responsables des structures scolaires et des conseillers techniques responsables du service de promotion de la santé et du service social en faveur des élèves sera organisée par le Directeur Académique des Services départementaux de l'Education Nationale dès la rentrée scolaire terminée (deuxième quinzaine d'octobre), avec un programme de formation d'une demi-journée ou d'une journée complète...

### **2 - FORMATION ET INFORMATION DES ÉLÈVES**

Afin de faire connaître la loi et le droit aux élèves et de les sensibiliser aux thèmes énumérés ci-dessus, les signataires organiseront conjointement, à l'initiative des chefs d'établissement et des Inspecteurs de l'Education Nationale des manifestations qui pourront prendre les formes suivantes :

- \* expositions d'établissements et en particulier expositions itinérantes,
  - \* rencontres et conférences,
  - \* participation de groupes d'élèves à la réflexion sur la violence et les déviations,
  - \* intervention d'associations agréées par l'éducation nationale ou le ministère de la justice, soumise à la passation d'une convention, conformément à la circulaire n° 97-119 du 15 mai 1997.
- En matière d'aide aux élèves et aux personnels de la communauté scolaire, une information de tous les élèves sera assurée par les responsables des groupes scolaires. Une information ad hoc sera en outre proposée aux délégués de classe ou aux élèves élus dans différents conseils citoyens...

## **ARTICLE 3 LE SIGNALEMENT**

Il convient de lutter de façon coordonnée contre les phénomènes de délinquance en milieu scolaire. Dans ce but, tout comportement pénalement répréhensible qui ne pourrait être traité uniquement sur le plan éducatif et/ou disciplinaire devra donner lieu de la part du responsable de la structure scolaire concernée à un signalement systématique aux services de police ou de gendarmerie compétents, indépendamment des sanctions disciplinaires qui pourraient être envisagées au niveau de l'établissement, ceci conformément aux dispositions de l'article 40 du code de procédure pénale.

Les actes concernés sont tous ceux susceptibles d'emporter une qualification délictuelle ou criminelle : atteintes aux personnes, coups et blessures volontaires, agressions verbales ou physiques, racket, insultes ou menaces graves, injures à caractère raciste...atteintes aux biens, dégradations sur les locaux, matériels, les véhicules ou autres...

Ces actes doivent être pris en compte, qu'ils aient été commis dans l'enceinte de l'établissement ou à ses abords immédiats, dès lors que, dans ce dernier cas, ils concernent des élèves ou des personnels éducatifs.

Ils seront traités quelle que soit la qualité de leur auteur, sachant que la minorité de l'auteur supposé justifie d'autant plus la rapidité de la réponse institutionnelle...

Une fiche de signalement des infractions pénales les plus significatives en milieu scolaire sera renseignée et adressée sans délai par le responsable de la structure scolaire au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie compétente, ainsi qu'à la Direction académique. Cette fiche sera suivie nécessairement d'un dépôt de plainte ou d'une déclaration faite par le responsable de la structure scolaire auprès des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents.

Ces signalements devront être réalisés avec célérité et discernement, après une première vérification de la réalité et de la gravité des faits dénoncés. Il n'appartient pas aux signalants de se substituer à aucun moment aux enquêteurs auxquels il revient de rassembler les preuves et d'identifier les auteurs. Ceux-ci apporteront leur concours aux enquêteurs.../...

Les responsables des structures scolaires seront directement informés par les enquêteurs ou par les services du parquet des suites judiciaires données au signalement, à charge pour eux d'en informer la Direction académique (art. 47 de la loi de 17 juin 1998)...

S'agissant d'actes de nature à perturber gravement, voire à déstabiliser la communauté scolaire, ou même de nature à troubler de manière importante l'ordre public, les services de police et de gendarmerie veilleront à informer rapidement les autorités compétentes. La réponse judiciaire, rapide et adaptée, sera en priorité une sanction de nature éducative, et la mesure prononcée devra, dans ce dernier cas, être mise en œuvre dans les meilleurs délais, notamment par la protection judiciaire de la jeunesse.

Seront ainsi privilégiées les solutions de médiation et de réparation.

Dans l'hypothèse où ces actes seraient d'une gravité excluant ce type de réponse, l'auteur des faits fera l'objet, qu'il soit mineur ou majeur, d'une procédure de jugement à bref délai avec déferrement le cas échéant...

**Texte 3 : Les dix commandements contre la violence à l'école, d'Éric Debarbieux, éditions Odile Jacob, 2008**

**Les dix commandements contre la violence à l'école**

*Extrait de l'ouvrage d'Éric Debarbieux aux éditions Odile Jacob, 2008.*

*Professeur en sciences de l'éducation, directeur de l'Observatoire international de la violence à l'école,*

*Éric Debarbieux énonce dix principes d'analyse et d'intervention, sur un phénomène qu'il étudie depuis près de vingt ans à travers de nombreux écrits.*

**Premier commandement : se méfier des manipulations médiatiques et politiques des faits divers**

En effet, les statistiques montrent que les crimes commis dans le cadre scolaire sont exceptionnels, voire même en baisse, et que le véritable problème réside en fait dans la victimation au quotidien.

**Deuxième commandement : éviter la dénégaration, ne pas sous-estimer l'ampleur du phénomène**

C'est là une tentation politique : de même que les ministres successifs ont tenté de rivaliser d'originalité dans la mise en place de « plans contre la violence à l'école », tous ont persisté à ignorer le harcèlement quotidien dont sont victimes de nombreux élèves.

**Troisième commandement : réaliser un diagnostic**

Afin d'y remédier, un diagnostic de sécurité doit être réalisé avant toute démarche de prévention ou de remédiation. Les logiciels SIGNA, puis SIVIS, mis en place par le ministère et renseignés par les Inspecteurs de l'Éducation nationale et les chefs d'établissements, représentent une avancée importante dans l'appréhension du phénomène, mais insuffisante.

Si l'on souhaite bien la combattre, la violence doit être mesurée localement (par établissement) et identifiée qualitativement (quels types de violences sont perpétrés).

**Quatrième commandement : rechercher l'ensemble des causes**

Dans cette même approche pragmatique, la recherche d'une cause unique doit être abandonnée : la violence n'est le produit ni de la télévision, ni des jeux vidéos, ni de la démission des parents, ni de Mai 68. Éric Debarbieux ne cesse de répéter qu'elle résulte de divers facteurs qui se combinent pour rendre plus ou moins probable un passage à l'acte. Ces facteurs de risque sont, pour certains, liés à la personnalité de l'élève agresseur, mais ils sont aussi, voire principalement, environnementaux, liés aux conditions de vie familiales : ainsi, la pauvreté est l'un des meilleurs facteurs prédictifs de la violence.

**Cinquième commandement : situer la violence dans le contexte social**

En conséquence, celle-ci doit être appréhendée dans son contexte, afin d'être expliquée et combattue. Un certain type d'environnement social (quartiers abandonnés par les pouvoirs publics, sous-équipés, concentrant des populations défavorisées) est propice aux faits de violence tels qu'ils peuvent être recensés. Mais le contexte scolaire joue lui aussi un rôle décisif : la stabilité des équipes, l'engagement de la direction, le mode de composition des classes (les classes de niveau sont à éviter) rendent compte en grande partie du climat social dans l'établissement.

**Sixième commandement : briser la solitude**

L'auteur précise que la violence est généralement vécue de manière solitaire : adultes et élèves sont d'autant plus souvent victimes qu'ils sont isolés ; les établissements les plus à risques se caractérisent par le manque de cohésion sociale. Le sixième commandement prescrit donc de briser la solitude, de lutter contre le chacun pour soi et de retisser du lien social à l'intérieur et autour des établissements.

**Septième commandement : préférer la prévention à la punition**

Contre le discours du retour à l'autorité comme remède à la violence scolaire, Éric Debarbieux renvoie à plusieurs études qui montrent que, plus les punitions sont sévères, plus les comportements agressifs sont généralement renforcés. L'exclusion, comme les châtiments corporels, sont contre-productifs : la simple admonestation, dans un cadre où la hiérarchie des sanctions est claire, est plus efficace.

**Huitième commandement : prendre conscience de ses actes**

En effet, les agresseurs doivent prendre conscience des conséquences de leurs actes, afin de ne pas les reproduire. Tel est le fondement des interventions cognitivo-comportementales dont l'auteur vante l'efficacité.

**Neuvième commandement : mettre en place des formations**

Cet ensemble de démarches, par lesquelles adultes et élèves sont invités à discuter des motifs qui guident leurs réactions, font l'objet de formations qu'il est urgent de mettre en place dès les premières années d'exercice du métier d'enseignant ou de CPE.

**Dixième commandement : favoriser les réponses communautaires**

Enfin, c'est au niveau de la communauté éducative et au quotidien que les adultes et les adolescents doivent être mobilisés afin de prévenir, mais aussi de traiter, la violence dans ses manifestations verbales et physiques. Si son titre peut sembler ambitieux, l'ouvrage d'Éric Debarbieux présente le double avantage de définir les conditions d'une connaissance objective d'un phénomène qui demeure, malgré l'abondante littérature, mal compris, et de préciser les prérequis indispensables aux actions de prévention et de remédiation. Sa lecture est donc profitable aux chercheurs comme aux professionnels de terrain.